

MUTUALITE ECRIVONS TON NOM



Observons en effet que dans les discours politiques les plus récents, et plus singulièrement dans la présentation du bilan d'étape de la Révision Générale des Politiques Publiques, il n'est question que de mutualisation. Mutualisation des moyens, mutualisation des métiers, mutualisation des administrations, etc...

Mutualistes, réjouissez vous que se répande l'idée que la mutualisation est une idée neuve, à la mode et très porteuse.

Il est vrai qu'en temps de crise, c'est un concept qui a du sens.

Les mutuelles du code de la Mutualité pourraient même en tirer une certaine fierté, car la mutualisation cela fait longtemps qu'elles la pratiquent, pas seulement pour réunir les moyens, mais aussi et surtout pour exercer la solidarité.

Mais hélas, personne ne parle vraiment de leur savoir-faire, tout au contraire : ce que l'on a mutualisé depuis si longtemps, et au fil du temps, est aujourd'hui démutualisé ou tend à l'être, sous l'effet du consumérisme et du chacun pour soi.

Les pouvoirs publics ont-ils simplement compris ce qu'étaient les mutuelles : des organes de mutualisation de la protection sociale et non des assureurs comme les autres ?

Si la mutualisation qu'elles organisent est synonyme de solidarité, de transparence, de clarification, de long terme, d'approche globale de la personne, elle est également porteuse de rigueur et de professionnalisme.

Bien sûr, personne n'a le monopole de l'idée mutualiste, mais les mutuelles ont quelques décennies d'avance et des réussites à faire valoir.

La mutualité, la mutualisation, exigent des attitudes, des pratiques quotidiennes, un style de vie, dont nous connaissons les forces, et parfois les faiblesses. Mais la mutualisation est la raison d'être des mutuelles. Elle est tellement liée à leur identité, que le code de la Mutualité interdit l'utilisation abusive de cette terminologie qui leur est réservée !

Alors Mesdames et Messieurs les responsables politiques, écoutez les lorsqu'elles défendent les idées mutualistes.

Et si la mutualisation vous intéresse, pratiquons la ensemble pour un vrai projet de société, et non les uns contre les autres !

[Alain Arnaud](#)

Président du CIRIEC-France

ACTUALITE

INSTITUTIONS DE PREVOYANCE SOCIALE : LA CONCENTRATION S'ACCELERE

En quelques années la prévoyance sociale à gestion paritaire connaît un fort mouvement de concentration des institutions. Elles étaient une cinquantaine ; elles sont moins de vingt aujourd'hui et le processus est loin d'être terminé.

Après les groupes VAUBAN et HUMANIS, en 2005, REUNICA et BAYARD, en 2006, MALAKOFF et MEDERIC, en 2008, ce sont aujourd'hui APRI et IONIS, d'une part, et NOVALIS et TAITBOUT, d'autre part, qui fusionnent.

« *Les institutions de prévoyance sont, pour la plupart, liées à des organismes de retraite complémentaire...* », explique [Alain Quibeuf](#), directeur du marketing stratégique à MALAKOFF MEDERIC. « *... Le mouvement de concentration des caisses de retraite complémentaire, voulu par les partenaires sociaux, touche donc également ces institutions* ».

LES COOPERATIVES

« antidote de la financiarisation excessive de l'économie »

Près de 120 personnes ont participé au débat organisé par le [Groupement National de la Coopération](#) sur le thème « *Face à la crise : les autres réponses des coopératives* », le 9 juin 2009 à Paris, à la suite de son AG. Jean-Claude Detilleux (Groupe Crédit coopératif), Yves Zehr (Coop Alsace), Marie-Noëlle Lienemann (Fédération nationale des coopératives HLM), Charles-Henri Montaut (Union technique bâtiment) et Michel Prugue (Maïsadour) ont échangé avec Jean Arthuis et Didier Migaud, les deux présidents de Commissions des Finances du Parlement français, sur les points forts des coopératives et les idées reçues.

Si la coopérative est apparue être un avantage concurrentiel dans ce contexte de crise, les législateurs ont regretté un manque de visibilité. « *Le meilleur argument, c'est ce que vous faites !* » a insisté Jean Arthuis pour qui la coopération est l'« *antidote à la financiarisation excessive de l'économie* ». « *Soyez plus audacieux dans le lobbying et la communication.* » a renchéri Didier Migaud qui a invité les coopératives à faire remonter les difficultés, notamment pour accéder aux aides d'état.

Les actes de la conférence seront publiés courant juillet.

LE CREDIT COOPERATIF CHANGE DE PRESIDENT

[Jean-Louis Bancel](#) est le nouveau président du Crédit Coopératif. Il succède à [Jean-Claude Detilleux](#), en charge de la présidence depuis 1992. Jean-Louis Bancel a représenté la Mutualité Française, au conseil d'administration du Crédit Coopératif, jusqu'en 2004. Il en est ensuite devenu vice-président délégué.

Jean-Claude Detilleux devient vice-président délégué, en charge du rayonnement des valeurs coopératives. Il conserve ses mandats de président du Groupement National de la Coopération, de vice-président du Conseil Supérieur de la Coopération, de membre du bureau de l'Alliance Coopérative Internationale et de président de la Fondation Crédit Coopératif.

L'ANIMATION, VINGT ANS APRES

Point de vue de Bernard Noulin, Secteur Economie Sociale FO

La branche animation a 20 ans. Les acteurs de cette branche ont souligné cet événement lors d'une récente rencontre, et par la sortie d'un petit livre qui ne laissera pas indifférents celles et ceux qui oeuvrent depuis longtemps dans le secteur de l'animation.

C'est dans les années 1950 que la professionnalisation des métiers de l'animation va prendre son essor. On sortira petit à petit de l'économie de cueillette, comme aimait à le dire à A. BLANCA, l'ancien Secrétaire Général de la Fédération Léo Lagrange, pour aller vers une formation, une reconnaissance et une carrière.

Dans un premier temps, les responsables associatifs sortaient du rang et étaient confrontés à une apparente « opposition » militants – professionnels. Si ce cheminement perdure encore un peu, l'entrée dans cette filière est moins liée à l'action militante, comme elle l'était au départ.

A l'usage, les relations sociales se sont organisées, structurées, mais tous les intervenants, y compris et surtout les pouvoirs publics, ont souligné que cette branche était l'une des plus actives dans le dispositif de négociation.

En chiffres, la branche animation couvre 150 000 salariés, répartis dans 12 000 entreprises associatives, dont les domaines d'activités sont pour l'essentiel:

- 30% les activités culturelles
- 24% les activités scolaires et péri – scolaires
- 9 % pour les activités physiques et sportives
- 8 % dans la politique de la ville et le développement local
- 7 % dans l'environnement

On le voit, les champs d'activité se sont largement ouverts, au gré de l'évolution des besoins, et de nouveaux métiers sont apparus. Alors qu'au départ il s'agissait uniquement des activités socioculturelles, les salariés qui travaillent dans ce secteur sont à 78 % sur des postes d'animation et de développement, 13 % occupent des fonctions administratives et 9 % des fonctions techniques. La branche est également à l'origine de la création de l'un des principaux OPCA, Uniformation.

Elle a bien sûr connu des moments difficiles dans la négociation. Le lecteur retrouvera ces instants et tout particulièrement lors des négociations sur l'engagement bénévole (annexe 2), d'ailleurs percuté par les décrets relatifs au volontariat associatif, sur lesquels nous restons fermement opposés, tant il sont des outils d'affaiblissement des garanties sociales et de droit pour les salariés, dont une grande majorité de jeunes.

Un seul regret, le livre¹ apporte une vision historique, certes utile, mais qu'en sera-t-il de demain, alors que les employeurs du secteur ont parfois tendance à se « banaliser » ?

On croisera aussi quelques personnalités de l'économie sociale dont le rôle a été important, comme Alain CORDESSE, Président de l'USGERES. Pour être complet il faut rappeler que Force ouvrière a été l'un des artisans de la création de cette branche par le SNEPAT-FO² et dont le premier Secrétaire Général fut, Marcel CABALLERO. Un nom revient également en écho, celui de notre camarade Georgette Bocquet, élue Force Ouvrière à Léo Lagrange dans les années 60. Aujourd'hui à 79 ans elle dit dans cet ouvrage : « Quand on naît militant, militant on le reste », aujourd'hui encore elle préside deux structures associatives dans sa commune de la région lyonnaise.

« Militant on le reste », c'est peut-être là le défi futur de la branche animation.

www.force-ouvriere.fr/economie-sociale

¹ Le livre « petite histoire de la branche animation, les partenaires sociaux racontent » peut –être obtenu en contactant le SNEPAT-FO – ✉ info@snepat-fo.fr

² Affilié à la Fédération des Employés et Cadres – FO ✉ <http://www.fecfo.fr>

TRAVAUX DU CIRIEC

Conférence internationale de recherche en Economie Sociale du CIRIEC

Östersund (Suède), 1-2 octobre 2009

La 2^{ème} édition de la Conférence internationale de recherche en Economie Sociale portera sur le thème général "**L'Economie Sociale dans un monde en crise**". Suite à la diffusion de l'appel à contributions, 231 propositions ont été recueillies, dont un nombre important provient de chercheurs d'Amérique du Sud, après l'Europe. Ci-dessous un rapide aperçu de la répartition géographique en termes de nombre de propositions de contribution soumises :

- Afrique : 3
- Asie : 15
- Amérique du Nord : 24
- Amérique Latine et du Sud : 48
- Europe : 141
-

Le travail de sélection est en cours sous la coordination du Professeur Marie-Louise von Bergmann-Winberg de la Mid Sweden University.

La Conférence sera organisée sur deux jours avec 4 ateliers au total composés chacun de 8 sessions parallèles, auxquels s'ajoutent 2 séances plénières d'ouverture et de clôture. Dans les sessions, seront traités le rapport de l'Economie Sociale à diverses thématiques telles que le capital social, la gouvernance, les nouvelles politiques publiques ou encore l'ES comme créatrice d'emploi et de durabilité environnementale.

Le programme de la Conférence devrait être prochainement disponible sur le site internet et l'inscription en ligne est dorénavant possible.

http://socek.se/ciriec_research_2009

Nouveau Groupe de Recherche : « Renouveau de l'intervention publique »

Comme nous l'annoncions dans les dernières *Brèves*, un nouveau groupe de recherche international vient d'être créé, par voie de contributions, sur le thème : "**Renouveau de l'intervention publique et crise contemporaine - Vers l'émergence d'un nouveau mode de régulation ?**". Sous la direction de **Philippe Bance** (CIRIEC-France) et **Luc Bernier** (CIRIEC-Canada), ce groupe s'adresse aux chercheurs en économie, sociologie, gestion ou science politique intéressés par le renouvellement de l'action de l'État pour faire face à la crise.

Les modalités d'ajustement possibles de l'intervention des pouvoirs publics face à la crise seront étudiées à partir des caractéristiques et des évolutions du mode de régulation économique. Une approche en quatre niveaux est proposée :

- l'évolution du cadre structurant les politiques publiques au plan supranational ;
- la conduite et l'articulation éventuelle des politiques réglementaires, budgétaires et fiscales nationales ;
- l'évolution du périmètre des secteurs publics ;
- le renouveau de la gestion publique.

A partir de scénarios possibles de réaménagement de l'intervention publique, des outils conceptuels suffisamment flexibles seront élaborés pour analyser les transformations en cours des politiques publiques dans différents contextes. La question centrale s'articulera autour de la mise en place ou non d'un nouveau « mode de régulation ».

Un texte de cadrage pour l'appel à contributions est disponible sur le site du CIRIEC (http://www.ciriec.ulg.ac.be/fr/pages/0_1presentation.htm).

Le retour des propositions est attendu pour fin juin 2009 et est à envoyer aux trois adresses suivantes : Philippe.Bance@univ-rouen.fr Luc.Bernier@enap.ca ciriec@ulg.ac.be. Le Groupe de recherche fonctionnera en français et anglais par "réunion virtuelle", via un intranet spécifique. Le programme de recherche aboutira à la publication d'un livre en 2010.

Rappelons que le CIRIEC-France vient, de son côté, de constituer un groupe de travail en économie publique, animé par le professeur [Philippe Bance](#).

[Suite de la recherche sur "Les services publics locaux"](#)

La Commission scientifique internationale "Services publics / Entreprises publiques" travaille depuis plusieurs mois sur "Les services publics locaux", au travers des secteurs du transport public local, de l'eau et des déchets. L'objectif est d'étudier la fourniture de ces services et les derniers développements en matière de gouvernance relative aux entreprises chargées de la fourniture de ces services.

Dans un premier temps, des études par secteur ont été réalisées au niveau national (en prenant 2-3 villes comme études de cas) et dont les résultats viennent d'être présentés. Des contributions additionnelles sont encore les bienvenues. Dans un deuxième temps (fin 2009-2010), en se basant sur ces études, une analyse comparative approfondie de certaines questions thématiques sera effectuée, comme, par exemple, les nouveaux défis qui se posent aux services publics locaux.

[VOUS SOUHAITEZ PUBLIER ?](#) [LE CIRIEC VOUS ATTEND](#)

[Publications scientifiques](#)

La collection du CIRIEC chez l'éditeur Peter Lang : "**Economie sociale & Economie publique**", dont les directeurs sont les professeurs [Benoît Lévesque](#) et [Bernard Thiry](#), rassemble des ouvrages proposant, dans une perspective internationale, des analyses des organisations et des activités économiques orientées vers l'intérêt général et l'intérêt collectif.

La collection se veut un nouveau vecteur de diffusion et de valorisation d'une activité scientifique grandissante dans une approche pluridisciplinaire. La collection permet de publier des ouvrages réalisés par les membres du réseau du CIRIEC, mais est **aussi ouverte à des personnes extérieures** à ce réseau <http://www.peterlang.com/Index.cfm?vLang=E&vSiteID=&vSiteName=SearchSeriesResult%2Ecfm&VSERIESID=ESEP&>. Toute proposition d'ouvrage est à envoyer au secrétariat du CIRIEC (ciriec@ulg.ac.be).

[Communications, annonces....](#)

Vous souhaitez diffuser une information sur le domaine de l'économie publique, sociale et coopérative...voici un outil : le **CIRIEC-News**. Transmettez vos communications (ciriec@ulg.ac.be) et elles seront diffusées dans les CIRIEC-News suivants.

A LIRE

« Annales de l'économie sociale, publique et coopérative »

Revue scientifique de renommée internationale, les *Annales* est publiée par le CIRIEC-International pour diffuser ses propres travaux et ouvrir un espace d'expression aux chercheurs du monde entier.

Le dernier numéro des *Annales* est sorti (vol 80, n° 2, juin 2009). Il s'agit d'un numéro essentiellement tourné vers l'Economie sociale et coopérative, puisqu'il propose une sélection de papiers présentés à Victoria (Canada) à l'occasion de la Première conférence internationale de recherche sur l'Economie sociale (<http://www3.interscience.wiley.com/journal/118523029/home?CRETRY=1&SRETRY=0>).

Le thème général de la conférence était "**Bâtir les communautés: L'économie sociale dans un monde en mouvement**"

(<http://conference.se-es.ca/>).

UN NOUVEAU SITE INTERNET POUR LA RECMA

Le nouveau site internet de la *RECMA* (Revue internationale de l'économie sociale) est en ligne. Plus ergonomique, plus moderne, il permet l'accès à dix ans de publications, notamment grâce à un moteur de recherche par mots-clés, et aux résumés en français et en anglais. Le téléchargement est gratuit, après identification, pour les publications à partir de 2000 jusqu'aux deux dernières années. Enfin, les internautes peuvent désormais commenter l'ensemble du contenu et proposer leurs contributions en ligne.

Le site sera présenté lors de la prochaine Assemblée Générale de la *RECMA* le 29 juin à Paris.

www.recma.org

« LES POLITIQUES PUBLIQUES D'ECONOMIE SOLIDAIRE UN ENJEU POUR LES INITIATIVES LOCALES »

Non seulement les interventions des collectivités locales facilitent et légitiment la possibilité d'« entreprendre autrement », mais elles visent à faire de l'économie sociale et solidaire un champ à part entière du développement économique pour un développement local plus solidaire et plus durable.

Cet ouvrage collectif comporte 70 fiches qui témoignent de la diversité des initiatives locales solidaires.

http://www.rtes.fr/IMG/pdf_bon_de_commande_livre_RTES_CRIDA_politiques_publiques.pdf

ECONOMIE SOLIDAIRE : QUEL IMPACT SUR L'EMPLOI ?

ETUDE DE L'IRES commandée par la CFTC

(Réalisée par *André Jourjon*)

Alors que le capitalisme croule sous ses excès, se développe une nouvelle approche de la société, où solidarité, travail et éthique s'ajustent selon un nouvel équilibre.

Construction utopique ou projet de société réaliste, l'économie solidaire séduit le citoyen, les médias,... mais également les entreprises qui aspirent à une image respectable, tant sociétale qu'environnementale. Chacun de nous est tenté d'applaudir, tout en méconnaissant les tenants et les aboutissants de cette nouvelle économie. Quelle réalité recouvre-t-elle ? Quel lien avec l'économie sociale et le développement durable ? Quelle concrétisation de ces idéaux politiques ? Quelle évolution de ses expériences ?

André Jourjon s'attache, dans cette étude, à clarifier le concept d'économie solidaire en rappelant le contexte d'apparition et de réémergence ; il détaille les circuits financiers solidaires (ISR, Epargne solidaire, micro crédit) ; il présente le lien entre économie solidaire et emploi ; enfin, il pointe les faiblesses d'un « mouvement » hétérogène qui, en privilégiant le « quoi » au « comment », risque sous couvert de morale et de resocialisation, d'oublier la réalité des précaires, des « sans statut », mais aussi des surqualifiés. C'est le rôle d'un syndicalisme responsable, moderne et soucieux tant du bien commun que de la dignité de la personne, de repenser la démarche de l'économie solidaire, afin de conjuguer au mieux les objectifs premiers de cette autre économie avec les impératifs sociaux des droits du travailleur.

Commandes : aratier@cftc.fr

SOIXANTE ANS DE LA LOI SUR LES COOPERATIVES

On lira aussi la remarquable brochure « **60 ans de la loi sur les coopératives** », éditée par le Groupement National de la Coopération – **GNC** -, suite à la Conférence du 21 novembre 2007 : « *Soixante ans après l'adoption de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, les entreprises coopératives sont présentes en France dans la plupart des secteurs d'activité économique, où elles occupent souvent une place prépondérante, et poursuivent une croissance soutenue. Elles sont créatrices d'emplois, sont un facteur de développement local, de cohésion sociale et de répartition des richesses. La Conférence du 21 novembre 2007 fête l'anniversaire de la loi de 1947 et fait un point à cette occasion sur la vivacité du secteur coopératif en France, en Europe et au niveau international. Pour célébrer cet anniversaire, le Conseil Supérieur de la Coopération –CSC-, la Délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'Economie sociale –DIIESES- et le Groupement National de la Coopération – GNC- ont publié deux rapports qui ont été présentés par Jérôme Faure, délégué interministériel et Jean-Claude Dettleux, président du GNC, en présence de coopérateurs français et européens. Le rapport du CSC illustre la réalité du poids des coopératives en France et l'actualité de leurs pratiques* ».

(In « La lettre de l'Economie Sociale n° 1331 – Semaine du 4 au 10 juin 2009)

Commandes : gnc@entreprises.coop

LES CAHIERS DE LA SOLIDARITE

Les *Cahiers de la Solidarité* proposent aux acteurs socioéconomiques certaines clés de compréhension nécessaires pour appréhender notre monde en mutation. *Les Cahiers* sont édités dans trois séries thématiques :

- Cohésion sociale et économie sociale
- Citoyenneté et démocratie participative
- Développement durable territorial et politique de la ville.

Quelques titres : « Europe, énergie et économie sociale », « Libéralisation européenne de services et secteur associatif », « Démocratie participative en Europe. Guide de bonnes pratiques », « La reprise d'entreprises en coopératives : une solution aux problèmes de mutations industrielles », « Entreprenariat collectif et création d'entreprises dans un cadre d'économie sociale », « Relevé, analyse, évaluation et recommandations en matière d'expériences innovantes de partenariats entre entreprises privées, syndicats et/ou ONG dans la lutte contre les discriminations et en matière d'intégration des populations immigrées »

La collection est dirigée par [Denis Stokkink](#), président de [Pour la Solidarité](#).

Commandes : info@pourolsolidarite.be

AGENDA

Colloque « [Après la crise... et si le meilleur était à venir ?](#) » organisé par AGRICA. Paris, 24 juin 2009. colloqueagric@gmail.com

Jornadas de investigadores en economía social y cooperativa : « [La crisis como oportunidad para la Economía Social](#) », organisées par le CIRIEC-Espagne. Murcie (Espagne), 24 au 26 juin 2009. ciriec@uv.es

Rencontre avec les réseaux européens de l'économie sociale : « [Comment les réseaux européens d'économie sociale peuvent-ils faire évoluer le cadre européen pour lui donner une réelle place au niveau européen, dans le double contexte de crise et d'élections ?](#) », organisée par Pour la Solidarité. Bruxelles, 25 juin 2009. maud.candela@pouirlasolidarite.eu

Autour d'un café. « [Economie sociale et organisations syndicales](#) », petit déjeuner organisé par FO, avec [Jean-Philippe Milésy](#). Paris, 30 juin 2009. bnoulin@force-ouvriere.fr

10^{ème} Journée d'échanges et de débats du Réseau des Territoires pour une Economie Solidaire : « [Finances solidaires et développement des territoires](#) ». Chalons en Champagne, 1 et 2 juillet 2009. alfederici@rtes.fr

9^{ème} Congrès annuel de International society for third sector research. Mexico city (Mexique), 1 au 3 juillet 2009. www.istr.org

European summer school on social economy : « [The future of social enterprise : models and experiences](#) ». Bertinoro (Italie), 6 au 11 juillet 2009. www.esse.unibo.it

Commission scientifique internationale [Economie sociale et coopérative](#) du CIRIEC. Ostersund (Suède), 3 octobre 2009.

Praesidium et conseil international du CIRIEC. Buenos Aires (Argentine), 16 octobre 2009, précédés, le 15, du Séminaire « [L'économie sociale face à la crise globale économique et financière](#) »

Commission scientifique internationale [Services publics et entreprises publiques](#) du CIRIEC. Paris, 20 novembre 2009.

2^{ème} CONFERENCE MONDIALE DE RECHERCHE EN ECONOMIE SOCIALE DU CIRIEC

La deuxième Conférence mondiale de recherche en économie sociale se tiendra à Ostersund (Suède), les 1 et 2 octobre 2009. Son thème général : « [L'économie sociale dans un monde en crise](#) » autour duquel s'organiseront de nombreux ateliers thématiques (le capital social, les nouvelles politiques publiques face à la crise, la gouvernance, la création d'emploi,...)

Les organisateurs locaux sont le CIRIEC-Scandinavie et la Mid-Sweden University.

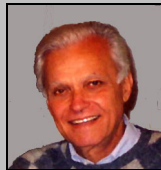
http://socek.se/ciriec_research_2009

ADHESION AU CIRIEC-FRANCE

Association sans but lucratif
le CIRIEC-France est composé d'adhérents
personnes morales et personnes physiques
intéressées par la recherche et l'information
sur l'économie publique, l'économie sociale
et les institutions paritaires.

Informations-adhésions : info@ciriec-france.org

Si vous souhaitez contribuer à alimenter les *Brèves* : marcel.caballero@club-internet.fr



CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris

Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org

www.ciriec-france.org